

<p>REFERENCE DOSSIER CU 047069 24 A0088</p>	<p><b>Description de la demande</b></p> <p>déposé le 28/10/2024 par Monsieur EL MSABLI Mohamed 9 rue des eucalyptus 47450 COLAYRAC-SAINT-CIRO RABANEL E2514, E2517 pour cadastre sur un terrain situé Construction d'un bâtiment agricole</p>
---	---

**Le Maire au nom de la Commune**

Vu la demande de certificat d'urbanisme ci-dessus référencée ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé en date du 22/06/2017, révisé le 15/02/2024 ;

Vu les dispositions du règlement de la zone A du PLU susvisé ;

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels majeurs concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux approuvé par arrêté préfectoral du 22/01/2018 ;

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels Inondation (PPRI) Secteur de l'Agenais approuvé par arrêté préfectoral le 19/02/2018, modifié sur Agen et approuvé par Arrêté Préfectoral du 24 janvier 2020, notamment les dispositions de la zone rouge foncé sans trame ;

Vu l'Atlas du Lot-et-Garonne du risque incendie de forêt ;

Vu la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables ;

Vu l'ordonnance n° 2023-816 du 23 août 2023 relative au raccordement et à l'accès aux réseaux publics d'électricité ;

Vu l'article L.342-11 du code de l'énergie ;

Vu l'avis Favorable d'Enedis en date du 06 novembre 2024 ;

Vu l'avis Favorable avec prescriptions du Service EAU Unité Pluvial de l'Agglomération d'Agen en date du 08 novembre 2024 ;

Vu l'avis Favorable avec prescriptions du Service EAU de l'Agglomération d'Agen en date du 27 novembre 2024 ;

**Considérant** que le projet porte sur la construction d'un bâtiment agricole sur un terrain situé en zone A du PLU et zone rouge foncé sans trame du PPRi Secteur de l'Agenais ;

**CERTIFIE**

**ARTICLE UN**

Le terrain peut être utilisé pour la réalisation de l'opération projetée, précisée dans la demande de certificat d'urbanisme.

**ARTICLE DEUX**

Votre terrain est soumis au(x) zonage(s) suivant(s) : PLU I 31 : zonage : A

*Prescriptions et observations particulières :*

Tout projet devra se conformer au règlement de la zone susvisée (voir règlement de la zone disponible sur le site internet de l'Agglomération d'Agen : <https://caagen.geomatika.fr/isigeo.php?m=13> ou en Mairie).

Au dépôt du permis de construire le demandeur devra d'une part produire les pièces établissant la nécessité des constructions envisagées pour l'exploitation agricole et d'autre part justifier de sa qualité d'exploitant agricole.

Préalablement à toute demande de permis de construire, le pétitionnaire devra déposer auprès de la collectivité intéressée, une demande de permission de voirie pour définir les caractéristiques de l'accès au terrain; le formulaire de demande est accessible sur le site internet [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr) (CERFA n°14023\*01).

Equipements	Desservi	Capacité suffisante	Gestionnaire du réseau
Eau potable	OUI	OUI	AGGLOMERATION D'AGEN
Electricité	OUI	OUI	ENEDIS
Assainissement	NON	NON	AGGLOMERATION D'AGEN (SPANC)
Voirie	OUI	OUI	Commune

L'état des équipements publics prévus ou existants est le suivant :

### ARTICLE TROIS

Atlas du Lot-et-Garonne du risque incendie de forêt - Aléa Très faible (<http://www.lot-et-garonne.gouv.fr/1-atlas-departemental-du-risque-a2211.html>)  
Le terrain est soumis au Plan de Prévention des Risques Naturels majeurs concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux.  
Le terrain est situé en zone Rouge foncé - ZONES D'EXPANSION DES CRUES ( Zones d'expansion de crue exposées à un aléa très fort ) du PPR inondation Garonne approuvé par arrêté préfectoral du 19/02/2018 n°47-2018-02-19-006

*Les services suivantes sont applicables :*

47000 Agen pour une prise de rendez-vous.  
contacter la maison de l'habitat de l'Agglomération d'Agén au 05 53 69 05 04 adresse Mairie Place du Docteur Esquirol  
Si vous le souhaitez, je vous invite à le contacter au 05 53 48 46 70 adresse 9 rue Etienne Dolet 47000 AGEN ou individuel ou collectif, lotissement.

Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement, C.A.U.E. de Lot et Garonne propose un conseil architectural gratuit en amont des dépôts des autorisations d'urbanisme : construction, réhabilitation, extension, habitat thermique ou de la réglementation environnementale devra être fournie au dépôt du Permis de Construire.

Tout projet de construction neuve sera tenu de respecter la réglementation thermique ou la réglementation environnementale en vigueur (R 431-16j du Code de l'Urbanisme). L'attestation de prise en compte de la réglementation

Le projet devra respecter les prescriptions techniques du Plan de Prévention Risque Inondation.  
Les clôtures éventuelles devront être transparentes hydrauliquement.

ou permanente) dans la zone inondable.  
accès et les éventuels déblais liés à la construction devront être évacués, et en aucun cas être stockés (de façon temporaire  
De plus, aucun sous-sol ne sera admis et les remblais devront être limités au strict nécessaire aux constructions et à leur  
côté ou polluants devront être situés au-dessus de la cote de la crue de référence soit 60,00 m NGF.

Compte tenu de la zone inondable, les planchers habitables créés ainsi que tous les biens et équipements vulnérables,  
permis de construire.

Le terrain est soumis Plan de Prévention des Risques Naturels majeurs lié au phénomène de retrait-gonflement des sols  
argileux approuvé par arrêté préfectoral du 22/01/2018, aussi, une attestation de l'expert ou de l'architecte certifiant  
qu'une étude géotechnique (ainsi que son nom) a été réalisée et que le projet la prend en compte sera fournie au dépôt du

La puissance de raccordement au réseau électrique sera de 12 kva monophasé ou 36 kva triphasé maximum.

Le poteau incendie le plus proche se situe à 350 mètres avec un débit de 32 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar.

L'attestation de conformité délivrée par le service SPANC de l'Agglomération d'Agén, au préalable contacté.

L'assainissement du terrain est de type non collectif. Le pétitionnaire devra fournir lors du dépôt de permis de construire  
le dossier de permis de construire. Le dossier de permis de construire est disponible sur le site internet de l'Agglomération d'Agén :  
[https://www.aglo-agen.net/fichieradmin/user\\_upload/aglo/pdf/05-Vie\\_quotidienne/Eau\\_assainissement/Eaux-pluviales-reglement-2022.pdf](https://www.aglo-agen.net/fichieradmin/user_upload/aglo/pdf/05-Vie_quotidienne/Eau_assainissement/Eaux-pluviales-reglement-2022.pdf)

Le demandeur respectera les prescriptions du guide réglementaire de gestion des eaux pluviales approuvé par délibération  
du conseil d'Agglomération du 3 février 2022 disponible sur le site internet de l'Agglomération d'Agén :

L'Agglomération d'Agén ci-jointes.

Le pétitionnaire respectera les prescriptions techniques émises par les services EAU et EAU Unité Pluvial de  
véhicule sur le domaine public.

Des aires de stationnement devront être aménagées en nombre suffisant sur le terrain afin d'éviter tout stationnement de

**ARTICLE QUATRE**

Les taxes suivantes pourront être exigées à compter de l'obtention d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable :

**Taxe d'aménagement**

Part communale	Taux en %	5
Part départementale	Taux en %	1.4

- **Redevance d'archéologie préventive (lorsque les fouilles seront prescrites en application de l'article 2 de la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001)**

Taux en %	0.4
-----------	-----

Le montant de la taxe est calculé selon la formule suivante : surface taxable de la construction x valeur forfaitaire (de l'année de délivrance de l'autorisation d'urbanisme révisée au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année) x taux fixé par la collectivité territoriale sur la part qui lui est attribuée.

**ARTICLE CINQ**

Les participations ci-dessous pourront être exigées à l'occasion d'un permis de construire ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable. Si tel est le cas elles seront mentionnées dans l'arrêté de permis ou dans un arrêté pris dans les deux mois suivant la date du permis tacite ou de la décision de non opposition à une déclaration préalable.

**Participations exigibles sans procédure de délibération préalable :**

- Participations pour équipements publics exceptionnels (articles L. 332-6-1-2° c) et L. 332-8 du code de l'urbanisme)

**INFORMATIONS ADMINISTRATIVES**

**Sursis à statuer :**

L'Agglomération d'Agen conduit actuellement une procédure d'élaboration d'un nouveau Plan Local d'Urbanisme intercommunal sur son périmètre de 44 communes. Cette procédure a été prescrite par délibération du 12 décembre 2022 puis complétée par une délibération du Conseil de l'Agglomération d'Agen en date du 11 avril 2024.

Dans ce cadre, dans la mesure où le Conseil de l'Agglomération d'Agen a débattu des orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi le 17 octobre 2024, un suris à statuer pourra être opposé à toute demande d'autorisation d'urbanisme (DP, PC, PA, PD), en vertu de l'article L. 153-11 du Code de l'Urbanisme. Ainsi, les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan pourront faire l'objet d'un suris à statuer, pour une durée maximale de deux ans.

Cette décision pourra intervenir au regard du projet décrit dans la demande d'autorisation d'urbanisme, du projet de zonage retenu pour la ou les parcelle(s) concerné(s) dans le futur PLUi dont les réunions de travail pour l'élaborer se sont déjà déroulées sur les périodes d'avril à juillet 2024 et de septembre à octobre 2024 et de leur éventuelle contrariété avec les règles d'urbanisme ultérieures.

**Démarches administratives :**

La réalisation de l'opération mentionnée dans la demande peut être soumise à des formalités administratives préalables, en particulier :

- Permis de construire

Fait à COLAYRAC SAINT CIRQ

Le 06/12/2024

Pour le Maire, La Directrice Générale des Services



\*\*\* Le pétitionnaire devra déposer une DT DICT cerfa n°14434\*02 via le site <http://www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr>, afin d'apprécier l'impact de la construction sur d'éventuels réseaux et canalisations présents sur la parcelle (ligne moyenne tension, canalisation, ...).

\*\*\* Le présent certificat est transmis au représentant de l'Etat dans les conditions définies aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (Art R 410-19 du Code de l'Urbanisme).

## INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

**EFFETS DU CERTIFICAT D'URBANISME D'OPERATION** : Le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'opération, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter.

Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. En effet, si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas, sauf exceptions, vous être opposés.

L'accord sur le caractère réalisable de l'opération porte exclusivement sur la localisation approximative du ou des bâtiments dans l'unité foncière, leur destination et sur les modalités de desserte par les équipements publics  
**DROITS DES TIERS** : la présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensollement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...), que le certificat d'urbanisme ne vérifie pas.

**DUREE DE VALIDITE** : Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité en adressant une demande sur papier libre, accompagnée du certificat pour lequel vous demandez la prorogation.

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Vous pouvez également saisir un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).  
Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.